

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 16 - 18 mai 2001

PROGRAMMES DE PAYS

Point 5 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2001/5/3
27 avril 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS—NICARAGUA (2002–2006)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Attaché de liaison principal,
Région Amérique latine et
Caraïbes (OLC):

Mme G. Segura

tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Avec un revenu par habitant de 455 dollars des E.-U., le deuxième le plus bas d'Amérique latine, le Nicaragua est un pays à faible revenu et à déficit vivrier. Il compte une population de 5,1 millions d'habitants qui, malgré une importante émigration, s'accroît au rythme de 2,7 pour cent par an—l'un des taux d'accroissement les plus élevés d'Amérique latine—ce qui aggrave les problèmes actuels d'éducation, de malnutrition, d'insécurité alimentaire et de pauvreté.

La malnutrition chronique touche un enfant de moins de cinq ans sur quatre; le taux de mortalité dans cette classe d'âge est de 47 pour 1 000, l'un des plus élevés de la région. Le taux de mortalité maternelle est de 125 pour 100 000 naissances. Cette situation est essentiellement imputable à l'accès insuffisant aux vivres, aux carences en micronutriments, aux mauvaises habitudes de consommation et à l'accès limité aux services de base, notamment eau et assainissement.

Le programme de pays pour le Nicaragua (2002-2006) repose sur le schéma de stratégie de pays (SSP) approuvé par le Conseil d'administration en février 2001. Il s'inspire également des résultats d'un vaste processus consultatif mené avec les bénéficiaires, les représentants du gouvernement, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux. Le cycle et les orientations du programme de pays ont été harmonisés avec ceux du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Le programme de pays a pour but d'améliorer durablement la sécurité alimentaire de plus de 452 000 personnes pendant la période 2002-2006. Compte tenu des stratégies nationales de lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, le présent programme de pays propose de concentrer les activités du PAM dans le nord et le centre-sud du pays. Dans ces régions, les femmes et les enfants des campagnes, les petits exploitants et les paysans sans terre sont les plus vulnérables et sont dans une position désavantageuse pour accéder aux ressources.

Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq domaines prioritaires. Au titre du programme de pays pour le Nicaragua, elles seront axées sur les objectifs 1, 2, 4 et 5:

- permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes;
- permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et la formation;
- atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature;
- permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Le programme de pays a été élaboré parallèlement au bilan commun de pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour le Nicaragua, qui ont pour principal but de promouvoir le développement durable et de réduire la



pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Pour le programme envisagé, le Directeur exécutif demande au Conseil d'administration d'approuver, dans la limite des ressources disponibles, l'allocation de 12,4 millions de dollars pour couvrir les coûts opérationnels directs et de 8,2 millions de dollars pour financer les activités complémentaires.

Projet de décision



Le Conseil approuve le programme de pays pour le Nicaragua (2002-2006) (WFP/EB.2/2001/5/3).



ORIENTATION STRATEGIQUE

Résumé de l'examen du SSP par le Conseil d'administration

1. A sa première session ordinaire de 2001, le Conseil d'administration a examiné le schéma de stratégie de pays pour le Nicaragua (WFP/EB.1/2001/7/1) et a approuvé la stratégie présentée. Il a recommandé d'inclure des indicateurs qualitatifs dans le programme de pays afin de pouvoir mesurer l'impact des activités. Il a noté avec satisfaction que le PAM avait axé son action sur les activités d'atténuation des effets des catastrophes et que les objectifs de la politique visant à favoriser le développement avaient été pris en considération. La stratégie mettait en évidence la manière dont les activités de développement peuvent contribuer à atténuer les effets des situations de crise. Le Conseil a recommandé de faire le nécessaire pour que les plus pauvres, notamment les paysans sans terre, soient atteints grâce à un ciblage approprié. Certains membres du Conseil ont recommandé d'améliorer la coordination entre les institutions des Nations Unies, la communauté des donateurs et les ONG.

L'insécurité alimentaire et les pauvres souffrant de la faim

2. Avec un revenu par habitant de 455 dollars, le deuxième le plus bas d'Amérique latine, le Nicaragua est un pays à faible revenu et à déficit vivrier. Ce chiffre global pour l'ensemble du pays masque une répartition du revenu fortement irrégulière: 50 pour cent de la population gagne seulement 14,5 pour cent du produit national brut (PNB), tandis que les 10 pour cent les plus riches en gagnent 45 pour cent. En 1999, le salaire minimum dans le secteur agricole ne couvrait que 32 pour cent du coût de l'assortiment alimentaire de base.
3. Le Nicaragua compte une population de 5,1 millions d'habitants qui, malgré une importante émigration, s'accroît à un rythme annuel parmi les plus élevés d'Amérique latine—2,7 pour cent—ce qui aggrave les problèmes actuels d'éducation: 29,8 pour cent des hommes et 28,5 pour cent des femmes âgés de 15 ans et plus sont analphabètes (dans les campagnes, ces taux atteignent 46,6 pour cent et 45,9 pour cent, respectivement). La durée moyenne de la scolarisation est de cinq ans pour l'ensemble du pays, mais elle est plus courte dans les campagnes. En 2000, 78,2 pour cent des enfants nicaraguayens en âge d'aller à l'école primaire (de sept à 12 ans), considérés au nombre de 1 100 229, étaient inscrits à l'école primaire. La même année, 166 715 enfants étaient inscrits dans des établissements d'enseignement préélémentaire, soit 24,7 pour cent des enfants de moins de sept ans. L'enseignement préélémentaire n'est pas institutionnalisé et très peu de centres préscolaires existent; en conséquence, de nombreux enfants de ce groupe d'âge ne reçoivent aucun type d'éducation, en particulier dans les campagnes.
4. La malnutrition chronique touche un enfant de moins de cinq ans sur quatre: les taux de mortalité infantile sont parmi les plus élevés de la région: 47 pour 1 000 naissances vivantes dans les zones urbaines et 51 pour 1 000 naissances vivantes dans les zones rurales (1998). Les taux de mortalité maternelle sont également élevés; une étude menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF a estimé en 1999 la mortalité maternelle à 125 pour 100 000 naissances. La même étude signale cependant que le taux réel pourrait atteindre 200 pour 100 000 naissances. Cette situation est essentiellement due à l'accès insuffisant aux vivres, aux carences en micronutriments, aux mauvaises habitudes de consommation et à l'accès limité aux services de base, notamment eau et assainissement.



5. Les taux de malnutrition, qui sont étroitement liés aux revenus et à l'accès aux vivres, confirment de manière générale la situation qui ressort des données sur la pauvreté et la consommation. En 1999, les six départements qui avaient le plus fort pourcentage de malnutrition infantile chronique étaient Madriz (47,3 pour cent), Jinotega (36,3 pour cent), Nueva Segovia (31,8 pour cent), la région autonome de l'Atlantique Nord (RAAN) (30,5 pour cent), Matagalpa (30,2 pour cent) et Chinandega (25,7 pour cent).
6. Sur les 28 pires catastrophes qui ont eu lieu en Amérique latine et aux Caraïbes entre 1972 et 1998, neuf se sont produites au Nicaragua (quatre de nature climatique, trois provoquées par des tremblements de terre/éruptions volcaniques, et deux résultant de troubles civils). Parmi ces catastrophes, ce sont les sécheresses, les inondations et les ouragans qui ont eu les répercussions les plus directes sur la population la plus pauvre des zones rurales. La probabilité que d'importantes pertes agricoles dues à la sécheresse soient enregistrées chaque année dans une zone qui va de l'extrémité nord du lac Nicaragua jusqu'aux départements de Estelí et de Madriz au nord et à l'ouest dépasse 25 pour cent. Pratiquement toutes les régions du pays sont exposées aux ouragans. L'ouragan Mitch, qui a frappé le Nicaragua en 1998, a eu de graves conséquences pour 800 000 personnes et a causé des dommages d'un montant dépassant un milliard de dollars. La plupart des familles pauvres vivent dans des zones dégradées; elles sont donc plus atteintes par les catastrophes.
7. En raison de leur caractère récurrent, il est difficile pour le pays et pour la population de se relever après l'une de ces calamités avant qu'une autre ne les frappe. Le fait que le Nicaragua soit un pays à faible revenu, avec un pourcentage important de sa population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, limite sa capacité de faire face à la situation.
8. Les exploitants ayant une production de subsistance pratiquent une agriculture traditionnelle, comportant des cultures de céréales de base à faible rendement, une expérience limitée de la gestion des exploitations, des contraintes financières et d'importantes pertes après récolte. Tous ces facteurs aggravent la vulnérabilité de ces familles et leur degré d'exposition aux risques. Dans leur lutte pour survivre, elles portent atteinte aux ressources naturelles et à l'environnement, à commencer par l'élimination du couvert forestier.

ORIENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

9. Le programme de pays du Nicaragua a pour but d'améliorer durablement la sécurité alimentaire de plus de 452 000 personnes pendant la période 2002-2006. Compte tenu des stratégies nationales de lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, des objectifs de la politique visant à favoriser le développement, et de l'analyse de la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire, le présent programme de pays propose de concentrer les activités du PAM dans le nord et le centre-sud du pays: Nueva Segovia, Jinotega, Madriz, Estelí, Chinandega, Leon, Matagalpa, Boaco, Chontales, RAAN et la Région autonome de l'Atlantique Sud (RAAS) (voir la carte à l'annexe V). Ces régions, considérées comme les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, ont des taux élevés de malnutrition et d'analphabétisme (le cadre logique de l'annexe II présente le but, les objectifs et les activités du programme). Dans ces régions, les femmes et les enfants des campagnes, les petits exploitants et les paysans sans terre sont les plus vulnérables et sont dans une position désavantageuse pour accéder aux ressources. Pour les aider à venir à bout de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, il faudra effectuer des investissements considérables afin de:



- permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes;
 - permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et la formation;
 - atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature;
 - permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.
10. Le programme de pays sera mis en œuvre moyennant les activités suivantes:
11. **Activité fondamentale 1—Assistance intégrée aux femmes et aux enfants vulnérables.** Elle sera axée sur les enfants de moins de deux ans et sur les femmes enceintes et les mères allaitantes. Ces deux groupes sont considérés comme prioritaires, surtout en milieu rural, en raison de leurs taux élevés de mortalité infantile, de mortalité maternelle et de malnutrition. L'assistance du PAM comprend la distribution, par l'intermédiaire des centres communautaires et de santé, d'aliments de sevrage et d'aliments composés et enrichis produits localement. L'aide alimentaire est ainsi associée à une sensibilisation aux pratiques relatives à la nutrition, à l'hygiène, au développement du jeune enfant, à la santé de la reproduction et à la planification de la famille. Dans les garderies communautaires, les nourrissons reçoivent des aliments de sevrage dans le cadre d'une assistance intégrée qui porte notamment sur le développement des capacités motrices et sur les activités d'éveil.
12. **Activité fondamentale 2 et activité complémentaire 1—Investissement dans le capital humain grâce à l'éducation.** Ces activités appuieront le programme d'alimentation scolaire, en insistant sur les écoles primaires rurales assurant plusieurs classes, dans les régions considérées d'après l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) comme étant les plus sujettes à l'insécurité alimentaire. L'enseignement préélémentaire, qui permet de préparer les enfants à l'école primaire et de développer leur capacité d'apprentissage, sera également encouragé. L'assistance du PAM sera par ailleurs axée sur les enfants non intégrés au système scolaire dont les familles sont très exposées à l'insécurité alimentaire. Cette assistance, qui prévoit la fourniture de denrées alimentaires enrichies, contribuera à apaiser la faim temporaire.
13. **Activité fondamentale 3—Appui aux familles rurales dans les régions touchées par la sécheresse et les inondations.** Cette activité visera à améliorer l'accès aux vivres des populations très vulnérables vis-à-vis de la sécheresse et des inondations, tout en restaurant les ressources naturelles dégradées. Le PAM intensifiera ses activités vivres-contre-travail concernant la conservation du sol, la construction de périmètres d'irrigation, le reboisement, etc., qui contribuent à la prévention des catastrophes naturelles et à l'atténuation de leurs effets. L'objectif sera d'aider surtout les familles rurales. Cette stratégie complète les initiatives de développement et de renforcement des Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), nouveau service du Ministère de l'agriculture ayant pour objet de définir et de recueillir les données nécessaires afin de fournir une analyse approfondie de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. L'unité ACV du bureau de pays a pour principal objectif d'aider ce service public jusqu'à ce qu'il ait la maîtrise des systèmes susmentionnés. Par ailleurs, le dispositif d'intervention du système des Nations Unies pour le Nicaragua sera mis au point en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le PNUD et l'UNICEF.



14. **Activité complémentaire 2—Aide aux enfants des rues.** Du fait de la pénurie de ressources et des difficultés d'accès aux services et aux vivres dans les campagnes, l'émigration vers la capitale et vers les autres grandes villes du pays s'est intensifiée, ce qui a entraîné un accroissement du nombre des enfants des rues, qui sont pour la plupart analphabètes. Afin de faire face à cette situation, une activité complémentaire sera élaborée: elle sera exécutée si les ressources additionnelles nécessaires sont disponibles.
15. Selon la stratégie du PAM pour le Nicaragua, c'est sur la cellule familiale que l'assistance est principalement centrée, la priorité étant donnée aux ménages dirigés par une femme. Ainsi qu'il ressort de l'ACV, qui a pris en compte une analyse secondaire des données sur la pauvreté et la nutrition, une étude des régions touchées par les facteurs climatiques, et les conclusions d'un atelier national sur le zonage et la typologie de la sécurité alimentaire au Nicaragua, les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire se trouvent dans les régions centrale et atlantique du pays. Cette analyse, qui a été menée après l'élaboration du SSP, a mis en évidence des zones vulnérables qui n'étaient pas incluses dans le SSP, en raison principalement du recentrage de l'analyse du niveau départemental vers le niveau municipal et de l'inclusion de nouvelles composantes.
16. La région vulnérable du centre du pays coïncide avec la zone aride, et les aléas naturels compromettent périodiquement l'accès aux vivres et leur disponibilité. Les activités agricoles menées par la majorité de ces municipalités, qui sont pauvres, sont orientées vers une production de subsistance de céréales de base, sur des terres marginales dégradées du fait de l'érosion. En outre, la topographie irrégulière conjuguée à la taille réduite des exploitations limite la capacité des paysans pauvres d'accroître leur production.
17. La zone vulnérable de la région atlantique est caractérisée par de très faibles densités de population, des taux d'analphabétisme élevés et un accès difficile (le transport fluvial est parfois le principal mode de transport). Les précipitations sont fortes, souvent excessives, et la zone est fréquemment frappée par des ouragans. Les sols, pauvres et fragiles, ont une fertilité médiocre et ne se prêtent guère aux cultures pérennes ni au couvert forestier. Les fermes d'élevage se déplacent vers les régions occidentales de ces municipalités et sont en train de transformer rapidement nombre des nouvelles zones agricoles en pâturages. Le long de la côte et des cours d'eau, la pêche artisanale est largement répandue.

Rôle et modalités de l'aide alimentaire

18. Le PAM encouragera la distribution directe de l'aide alimentaire aux bénéficiaires et, dans une moindre mesure, l'échange de produits. Par ailleurs, l'achat dans la région ou le pays de denrées alimentaires de base locales sera préconisé, car il aide les petits producteurs, réduit les dépenses logistiques et permet d'éviter les problèmes d'acceptabilité des aliments qui ne font pas habituellement partie des modes de consommation de la population. Cependant, la distribution d'aliments produits localement, composés et enrichis avec des micronutriments nécessitera des espèces. Si les ressources nécessaires sont disponibles, les produits devraient être achetés localement dans la mesure du possible.
19. Le programme de pays est orienté dans une large mesure vers la prévention des catastrophes dans les zones touchées par la dégradation de l'environnement, compte tenu de l'expérience acquise pendant la situation d'urgence provoquée par El Niño et par l'ouragan Mitch. Le dispositif d'intervention et les autres initiatives de planification contribueront à garantir la disponibilité immédiate de vivres en cas de catastrophe. Des activités de conservation du sol, de reboisement et de construction de mini-périmètres d'irrigation seront également mises en oeuvre afin d'atténuer les effets des catastrophes futures.



20. L'aide alimentaire du PAM sera principalement axée sur les enfants présentant un risque nutritionnel, sur les femmes enceintes et les mères allaitantes, et sur les ménages ruraux pauvres. Dans le cadre de l'alimentation scolaire, l'aide alimentaire contribuera au développement des capacités et des connaissances des enfants d'âge préscolaire et des écoliers du primaire dans les centres ruraux pauvres. La distribution de l'aide alimentaire permettra de mettre des connaissances et des pratiques nouvelles à la portée des familles exposées à l'insécurité alimentaire. Cette aide incitera la population bénéficiaire à participer aux activités communautaires.
21. Etant donné qu'au Nicaragua, l'écart entre hommes et femmes est évalué à plus de 25 pour cent, 60 pour cent des ressources du programme de pays seront destinées aux femmes et aux filles. Le PAM s'emploiera à aider les femmes à accéder aux actifs et aux avantages et à en avoir la maîtrise.

ACTIVITES DU PROGRAMME DE PAYS

Ressources et préparation du programme de pays

22. Au titre du programme de pays proposé (2002-2006), la contribution du PAM pour les activités fondamentales s'élève à environ 12,4 millions de dollars sur cinq ans, pour un volume total de 29 450 tonnes de produits alimentaires. Cette somme représente les coûts opérationnels directs, qui comprennent la valeur des denrées alimentaires et les frais de transport. Les activités complémentaires concernant les écoliers supplémentaires et les enfants des rues coûteront 8,2 millions de dollars sur cinq ans, pour un volume total de 16 280 tonnes de produits alimentaires (voir annexe IV).
23. La contribution estimative du gouvernement à la mise en œuvre du programme de pays est de cinq millions de dollars. Cette estimation concerne les coûts directement liés au personnel et aux installations servant à gérer, emmagasiner et distribuer les vivres aux bénéficiaires, et à rendre compte des produits et des articles non alimentaires reçus. Le Gouvernement du Nicaragua prend à sa charge 50 pour cent des frais de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM).
24. Le programme de pays a été élaboré en tenant compte des principaux buts, objectifs et stratégies de collaboration du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour le Nicaragua. Le bureau de pays a été l'un des principaux intervenants dans la préparation du bilan et du Plan-cadre par l'équipe de pays des Nations Unies. Le programme de pays répond au principal but du Plan-cadre qui est de promouvoir le développement durable afin de réduire les disparités régionales, avec pour principaux objectifs la sécurité alimentaire des ménages et la réduction de la pauvreté. Les activités élaborées sont conformes au document d'orientation sur la lutte contre la pauvreté et à la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle, établis par le gouvernement. Le document d'orientation offre un cadre valable pour la planification, la gestion et l'évaluation des initiatives nationales et internationales visant à résoudre les grands problèmes liés à la pauvreté. Il contient des indicateurs et des buts intermédiaires à atteindre d'ici 2005, tels que réduire la pauvreté extrême de 25 pour cent d'ici 2005, et porter le taux d'inscription à l'école primaire de 75 pour cent en 1999 à 85 pour cent d'ici 2005.



Vue d'ensemble des activités du programme de pays

25. Les activités prévues au titre du présent programme de pays, les ressources nécessaires et le nombre de bénéficiaires sont présentés dans le tableau ci-dessous et décrits à l'annexe IV.

| VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS FONDAMENTALES ET COMPLÉMENTAIRES | | | |
|---|-------------------------|--------------------------------|---|
| Activités fondamentales | Nombre de bénéficiaires | Produits alimentaires (tonnes) | Coûts opérationnels directs (COD) (millions de dollars) |
| Groupes vulnérables | 42 000 | 1 970 | 1,1 |
| Capital humain (alimentation scolaire) | 95 000 | 6 080 | 3,1 |
| Atténuation des effets des catastrophes naturelles | 80 000 | 21 400 | 7,9 |
| Total activités fondamentales | 217 000 | 29 450 | 12,1 |
| Activités complémentaires | | | |
| Ecoliers supplémentaires | 230 000 | 15 640 | 7,7 |
| Appui aux enfants des rues | 5 000 | 640 | 0,3 |
| Total activités complémentaires | 235 000 | 16 280 | 8,0 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 452 000 | 45 730 | 20,1 |

COMPOSANTES D'ACTIVITES

Activité fondamentale 1: Assistance intégrée aux femmes et aux enfants vulnérables

Orientation stratégique

26. L'orientation stratégique de cette activité est de permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes (priorité 1 de la politique visant à favoriser le développement).

Analyse des problèmes

27. Le taux de mortalité infantile (0-12 mois) a diminué au cours des 24 dernières années, mais les taux du Nicaragua restent plus élevés que ceux des autres pays d'Amérique centrale: 64 pour 1 000 dans les zones rurales et 49 pour 1 000 dans les zones urbaines. Dans les régions définies comme vulnérables dans l'étude d'ACV, le taux de mortalité infantile dépasse 60 pour 1 000 dans certaines zones (75 pour 1 000 dans le département de Chontales, 65 pour 1 000 dans celui de Jinotega et 62 pour 1 000 dans la RAAN).
28. La moyenne nationale du taux de mortalité maternelle est de 125 pour 100 000 naissances. Les zones ayant les taux les plus élevés sont la région septentrionale de Jinotega et les régions atlantiques (de 192 à 267 pour 100 000 naissances). Il n'est pas



surprenant de constater que les taux de fécondité sont également élevés dans ces régions. Dans le département de Jinotega, le taux de fécondité est de 6,3 enfants par femme en âge de procréer, dans la RAAN il est de six et dans la RAAS de 4,6.

29. En 1993, 67 pour cent des enfants de un à cinq ans présentaient des carences en vitamine A et 31 pour cent étaient sérieusement atteints. Les taux de 2000 indiquent une nette amélioration, selon les données préliminaires du Ministère de la santé qui évalue à 15 pour cent la proportion d'enfants de ce groupe d'âge présentant une grave carence. La forte fréquence des carences en vitamine A enregistrée jusqu'ici a été considérée comme le facteur contribuant le plus aux taux de mortalité infantile élevés du pays. La fréquence de l'anémie a probablement augmenté par rapport à son niveau de 1993: environ 33 pour cent des enfants de un à cinq ans et plus de 70 pour cent des enfants de moins d'un an étaient alors touchés. Par ailleurs, 40 pour cent des femmes souffrent d'anémie.
30. Les maladies sexuellement transmissibles comme le VIH/SIDA commencent à poser un grave problème. La population est insuffisamment informée des mesures de prévention et de lutte contre ces maladies; pour améliorer leur efficacité, il faudra donc renforcer la coordination et la collaboration entre le gouvernement et la société civile.

Objectifs, résultats escomptés et produits

31. Cette activité a pour objectifs d'améliorer l'état nutritionnel des femmes enceintes et des mères allaitantes et des enfants de moins de deux ans dans les zones ciblées, en leur fournissant un complément alimentaire enrichi avec des micronutriments et en leur assurant une formation en matière de santé, nutrition et assainissement.
32. En moyenne, 15 000 femmes enceintes et mères allaitantes et 27 000 enfants de six mois à deux ans recevront chaque année un aliment composé à base de céréales, enrichi avec du fer et des vitamines. Le personnel travaillant dans les établissements de santé et les centres d'éducation bénéficiera d'une formation concernant la nutrition, la santé, l'hygiène et l'assainissement, et la problématique hommes-femmes. Du matériel de formation, notamment des affiches et des dépliants, sera fourni.
33. Au titre du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, les institutions des Nations Unies élaboreront une stratégie commune concernant le VIH/SIDA, dont la principale composante sera un module à incorporer au programme de formation des centres de santé, à l'intention en particulier des jeunes filles et des jeunes mères de famille.

Rôle et modalités de l'aide alimentaire

34. Le complément alimentaire enrichi avec des micronutriments qui sera fourni aux femmes enceintes et aux mères allaitantes réduira les risques d'anémie et contribuera à améliorer la santé des nouveau-nés. Ce complément fera également baisser les taux d'anémie des enfants âgés de six mois à deux ans. L'éducation nutritionnelle contribuera à promouvoir l'allaitement et les pratiques améliorées de sevrage. La distribution d'aliments enrichis en vitamines et en fer aux enfants âgés de six mois à deux ans réduira leur taux de malnutrition et favorisera une croissance normale.
35. Grâce au couplage avec les programmes de formation nutritionnelle, un mode d'alimentation plus sain et de meilleures habitudes en matière de nutrition, d'hygiène et d'assainissement seront adoptés.
36. Une boisson céréalière enrichie produite localement sera distribuée dans les centres de santé aux femmes enceintes et aux mères allaitantes pendant 12 mois. Les enfants de moins de deux ans recevront des rations pendant 18 mois. L'aide alimentaire sera fournie sous



réserve que les bénéficiaires effectuent des bilans de santé régulièrement et systématiquement dans les centres de santé, et elle sera accompagnée de stages d'éducation nutritionnelle et sanitaire qui permettront à ces bénéficiaires d'améliorer leurs habitudes en matière d'alimentation et de sevrage, ainsi que d'hygiène sexuelle et de santé de la reproduction.

Stratégie d'exécution

37. L'exécution de cette activité reposera sur l'expérience acquise au titre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 6089 Aide pour le redressement et la reconstruction aux familles d'Amérique centrale touchées par le cyclone Mitch. La composante de l'IPSR Aide alimentaire complémentaire aux groupes vulnérables a été mise en œuvre après que la distribution de l'aide alimentaire et la formation aient été organisées avec le Ministère de la santé et les ONG travaillant dans le secteur sanitaire. Les mères ont participé aux programmes d'éducation sanitaire et nutritionnelle et ont effectué périodiquement des bilans de santé pendant la grossesse et l'allaitement.
38. Un comité de suivi technique de haut niveau, comprenant des représentants des principaux ministères associés—MIFAMILIA (Ministère de la famille) et Ministère de la santé—de l'UNICEF et du PAM, sera créé. Le Ministère de la santé sera chargé de l'évaluation générale de l'activité et de son orientation stratégique. MIFAMILIA et les ONG à vocation sanitaire travaillant dans la région seront responsables de son exécution, par l'intermédiaire de l'unité de projet qui aide déjà ces groupes vulnérables au titre de l'IPSR. Des plans annuels seront préparés au niveau municipal avec les *Sistemas Locales de Atención Integral en Salud* (SILAIS) et les ONG.
39. Les céréales enrichies seront produites localement. A cette fin, le PAM mettra des céréales à disposition en échange de produits alimentaires. Il a déjà fourni au Nicaragua une extrudeuse¹ qui servira à cet effet.

Participants et avantages escomptés

40. Environ 15 000 femmes enceintes et mères allaitantes présentant un risque nutritionnel et 27 000 enfants de moins de deux ans bénéficieront de cette activité pendant toute l'année.
41. L'amélioration de l'état nutritionnel des femmes et de leurs enfants constituera le principal avantage de cette activité, qui sera menée en collaboration avec le projet nutritionnel appuyé conjointement par la Banque mondiale et le Ministère de la santé. Par ailleurs, avec la collaboration de l'UNICEF et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), des stages spéciaux de formation concernant le VIH/SIDA seront organisés et assurés dans les centres de santé. On espère que cette formation permettra aux femmes d'améliorer leur santé et celle de leurs jeunes enfants en adoptant de meilleures pratiques d'hygiène, d'assainissement et de nutrition.
42. La sélection des bénéficiaires reposera sur des critères de pauvreté et de déficit vivrier. Ainsi qu'il ressort de l'étude ACV, qui a pris en compte la cartographie de la pauvreté et les estimations de la consommation, l'accès aux vivres et aux services, le risque de sécheresse et la malnutrition, les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire sont

¹ Une extrudeuse est une machine qui transforme les céréales en les soumettant à des températures élevées (extrusion). Elles sont alors prêtes à consommer. Pour obtenir le produit final, il suffit d'ajouter de l'eau ou un autre liquide. Il n'est pas nécessaire de les cuire dans les écoles.



généralement les zones rurales, en particulier dans les régions atlantique, septentrionale et centrale.

Activité fondamentale 2: Investissement dans le capital humain grâce à l'éducation

Orientation stratégique

43. L'orientation stratégique de cette activité est de permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et la formation (priorité 2 de la politique visant à favoriser le développement).

Analyse des problèmes

44. Malgré les efforts déployés pour améliorer l'éducation au Nicaragua, le principal problème reste à résoudre: une grande partie de la population ne dispose pas encore des moyens nécessaires pour exercer son droit à l'éducation. Le manque d'équité, de qualité et de pertinence en matière d'éducation est un facteur qui est à la fois déterminé par la pauvreté de la nation et qui la détermine. Quarante pour cent de la population vivant dans des conditions d'extrême pauvreté est analphabète et 46 pour cent des enfants ne terminent pas la cinquième année d'études primaires.
45. Selon les statistiques de 1998 du Ministère de l'éducation, sur 100 enfants âgés de sept à 12 ans, 26 ne reçoivent aucune éducation. En règle générale, les jeunes ont un faible niveau d'éducation. D'après l'UNICEF, 700 000 enfants ayant de deux à neuf ans vivent dans des conditions très difficiles, caractérisées par un accès insuffisant aux vivres, à l'éducation, aux services de santé, à l'eau potable et à un logement convenable. L'UNICEF ajoute qu'un cinquième seulement des enfants âgés de deux à cinq ans font partie des programmes d'éducation, qui donnent en général la priorité aux enfants ayant de quatre à cinq ans.
46. Le taux d'abandon est de 10 pour cent par an à l'école primaire et le taux de redoublement est compris entre cinq et sept pour cent. Les écoliers du primaire mettent en moyenne 10 ans pour atteindre la fin de la sixième année d'études. Certains modes de comportement socioculturels influent sur les taux d'abandon, notamment l'obligation pour les fillettes de s'occuper de leurs jeunes frères et soeurs. De nombreux élèves abandonnent également leurs études pour des raisons financières.
47. Le principal problème des enfants d'âge scolaire est leur faible ration alimentaire et la faim temporaire qui en résulte. On estime que les deux tiers des enfants d'âge scolaire et préscolaire des zones défavorisées commencent les cours chaque jour sans avoir pris un petit-déjeuner suffisant et souvent après avoir fait plusieurs kilomètres à pied. (Dans les périodes difficiles, les enfants des familles pauvres risquent davantage d'abandonner leurs études.) Ces problèmes nutritionnels réduisent la capacité d'apprentissage des élèves, affaiblissent leur persévérance dans les études et les empêchent de participer pleinement aux activités éducatives.
48. Le gouvernement est foncièrement attaché au principe de l'école gratuite et obligatoire pour tous les enfants, s'agissant en particulier de l'enseignement primaire. A partir de 2002, il prévoit de mettre en œuvre un programme national d'alimentation scolaire.

Objectifs, résultats escomptés et produits

49. Cette composante a pour objectifs d'apaiser la faim temporaire et de contribuer à accroître les taux d'inscription et de fréquentation, réduire les taux d'abandon des enfants



d'âge préscolaire et des élèves de l'école primaire, et développer leur capacité d'apprentissage en leur fournissant des compléments alimentaires enrichis avec des micronutriments.

50. Le présent programme de pays prendra le relais de l'alimentation scolaire assurée dans les écoles primaires et les centres préscolaires au titre de l'IPSR, qui se terminera en 2001, et il poursuivra l'assistance apportée actuellement dans les zones ciblées à 95 000 enfants d'âge préscolaire et écoliers du primaire au titre du projet No 4515.01.
51. Les centres préscolaires, qui reposent sur la participation de la population locale, tireront profit des programmes d'éducation et d'apprentissage précoce, ainsi que des programmes de santé, mis en œuvre en association avec APRENDE, projet d'éducation de base exécuté par le Ministère de l'éducation, de la culture et des sports et financé par la Banque mondiale.

Rôle et modalités de l'aide alimentaire

52. Les compléments alimentaires destinés aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves des écoles primaires amélioreront leur apport alimentaire et donc leur état nutritionnel. Ils contribueront à porter leur ration calorique, protéique et de micronutriments à un niveau suffisant et à remédier au problème de la faim temporaire, grâce à la consommation au moment opportun de collations ou de déjeuners. L'aide alimentaire permettra aux enfants de fréquenter régulièrement les centres préscolaires et les écoles primaires et les incitera à intégrer le système scolaire.
53. Dans les centres préscolaires, des repas cuisinés seront distribués aux enfants de plus de deux ans, en coopération avec la communauté qui les préparera. Ces enfants recevront également une boisson composée d'un mélange maïs-soja, enrichie avec des micronutriments. Une boisson enrichie à base de céréales et des biscuits seront distribués tôt dans la matinée dans les écoles primaires afin d'apaiser la faim temporaire et d'améliorer la concentration des enfants. Ces deux aliments seront produits localement avec le matériel d'extrusion, de mouture et de malaxage donné par le PAM.

Stratégie d'exécution

54. Le comité technique de suivi de haut niveau, formé des représentants des ministères associés—MIFAMILIA et le Ministère de l'éducation, de la culture et des sports—sera responsable de l'évaluation générale de l'activité et de son orientation stratégique. Ce deuxième ministère sera chargé de l'exécution, par l'intermédiaire du programme intégré de nutrition dans les écoles. Les responsables de l'exécution de cette activité assureront la coordination avec le Programme d'assistance intégrée aux enfants nicaraguayens (PAININ).
55. L'exécution de cette activité repose entièrement sur la participation des communautés. Les comités de parents et les conseils des écoles assumeront la responsabilité de la gestion, du contrôle et de la distribution des produits alimentaires. Afin de garantir qu'une assistance intégrée est assurée dans les centres préscolaires communautaires, un accord tripartite sera signé entre le PAM, le programme PAININ/Banque interaméricaine de développement (BID) et le projet APRENDE-Ministère de l'éducation, de la culture et des sports. Ce dernier projet fournit du mobilier et du matériel pédagogique, apporte des améliorations aux infrastructures, finance les salaires des enseignants et offre des primes aux formateurs itinérants.



Participants et avantages escomptés

56. Environ 95 000 enfants (dont la moitié de filles) âgés de deux à 12 ans recevront des rations alimentaires dans les centres préscolaires et les écoles primaires pendant 160 jours par an.
57. Par le biais des groupements féminins, les communautés mettront des bénévoles à disposition pour préparer les repas dans les centres d'alimentation. Ces femmes recevront également une formation aux bonnes pratiques en matière d'alimentation et joueront un rôle important dans la prise de décisions, car elles participeront à la mise en place, à la gestion et à l'administration des cantines scolaires.
58. Grâce au partenariat avec le projet PAININ/BID, le PAM contribuera à améliorer le niveau de vie des femmes pauvres, étant donné que cette initiative leur permet d'entrer sur le marché du travail comme animatrices du programme, ce qui les aide à lever les obstacles liés à la condition féminine.
59. Dans le cadre du programme scolaire, des résultats importants ont déjà été obtenus tels que la création d'actifs dont bénéficient non seulement l'école mais également la communauté en général (jardins scolaires, pompes, routes, associations communautaires, clubs de mères de famille). La fourniture de fourneaux améliorés et d'autres articles non alimentaires, qui a commencé pendant l'actuel projet d'alimentation scolaire, a permis de réduire la consommation de bois.

Activité fondamentale 3: Appui aux familles rurales dans les régions touchées par la sécheresse et les inondations

Orientation stratégique

60. Cette activité a pour orientation stratégique d'atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature (priorité 4 de la politique visant à favoriser le développement) et de permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables (priorité 5 de la politique visant à favoriser le développement).

Analyse des problèmes

61. Sur les 28 pires catastrophes qui ont eu lieu en Amérique latine et aux Caraïbes entre 1972 et 1998, neuf se sont produites au Nicaragua (quatre de nature climatique, trois provoquées par des tremblements de terre/éruptions volcaniques, et deux résultant de troubles civils). Parmi ces catastrophes, ce sont les sécheresses, les inondations et les ouragans qui ont eu les répercussions les plus directes sur les populations les plus pauvres des zones rurales. La probabilité que d'importantes pertes agricoles dues à la sécheresse soient enregistrées chaque année dans une zone qui va de l'extrémité nord du lac Nicaragua jusqu'aux départements de Estelí et de Madriz au nord et à l'ouest dépasse 25 pour cent. Pratiquement toutes les régions du pays sont exposées aux ouragans. L'ouragan Mitch, qui a frappé le Nicaragua en 1998, a eu de graves conséquences pour 800 000 personnes, il a causé des dommages d'un montant dépassant un milliard de dollars et il a provoqué la perte de 50 pour cent de la récolte annuelle totale de haricots, de 20 pour cent de celle de maïs et de 30 pour cent de celle de riz.
62. Les exploitants ayant une production de subsistance dans la zone du projet pratiquent une agriculture traditionnelle, comportant des cultures de céréales de base à faible rendement (les réserves alimentaires durent au maximum sept ou huit mois), une



expérience limitée de la gestion des exploitations, des contraintes financières, d'importantes pertes après récolte et une assistance technique insuffisante. Dans leur lutte pour survivre, ces familles portent atteinte aux ressources naturelles et à l'environnement, à commencer par l'élimination du couvert forestier. La dégradation des ressources naturelles a été aggravée par les pratiques agricoles inadéquates, qui augmentent l'érosion du sol (1,1 million d'hectares sont dégradés à cause de la forte érosion) et entraînent le tarissement et la pollution des sources et la détérioration générale de l'environnement. L'exploitation continue de ces terres a accéléré la dégradation et provoqué l'envasement des cours d'eau et des réservoirs. Les agriculteurs ont vu les rendements de leurs terres érodées baisser et les disponibilités en eau d'irrigation diminuer. Les sécheresses et les inondations se sont multipliées, faisant courir des risques à la population et accroissant leur vulnérabilité.

63. Du fait de leur accès limité aux marchés, conjugué au manque de sources salubres d'eau potable (pour le bétail également) et de centres de soins de santé de base, le niveau de vie de ces populations ne peut pas augmenter. La fréquence des maladies, en particulier celles d'origine hydrique, est élevée et la situation générale de la population sur le plan de la santé et de l'hygiène est médiocre. Les tâches qui prennent beaucoup de temps (aller chercher de l'eau et ramasser du bois de feu) représentent une grande partie de la charge de travail quotidienne, en particulier pour les femmes, ce qui les empêche de profiter des possibilités de développement. Par ailleurs, l'isolement entraîne une augmentation du coût des intrants et du transport, ce qui réduit la rentabilité de la commercialisation des produits agricoles.

Objectifs, résultats escomptés et produits

64. Cette composante a pour objectif de permettre aux ménages pauvres des régions sujettes aux catastrophes d'investir dans des activités de développement visant à réduire leur vulnérabilité aux sécheresses et inondations répétées et au déboisement, grâce à l'adoption de pratiques de conservation des sols et des eaux sur leurs exploitations. Cette activité a également pour objet d'investir dans la formation relative aux initiatives communautaires de planification préalable aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets, et d'améliorer la capacité d'intervention en cas de calamité aux niveaux national et local, grâce à une plus grande participation des communautés et des autres parties prenantes concernées.
65. En moyenne, 80 000 personnes (16 000 familles) bénéficieront chaque année de cette composante dans le cadre des activités vivres-contre-travail qui seront entreprises pendant 100 jours par an environ.
66. Des activités de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets seront mises en œuvre, telles que la construction ou la remise en état des infrastructures rurales, afin de limiter les dégâts causés par les eaux de crue ou de ralentir la désertification (conservation du sol et des eaux). Il est prévu de créer des petits périmètres d'irrigation, d'entreprendre des travaux de nivellement et d'aménagement de terrasses, de construire des réseaux d'eau potable, d'améliorer la productivité de la main-d'œuvre et de la terre, et de bâtir des petits silos familiaux pour les céréales.

Rôle et modalités de l'aide alimentaire

67. L'aide alimentaire servira d'incitation à mettre en œuvre des mesures de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets, qui permettront de maîtriser les dangers potentiels ou de les empêcher de se matérialiser, influant sur la productivité ou l'intensifiant pendant une partie de la campagne suivante et pendant toute la crise. Si les ressources naturelles dégradées peuvent être restaurées, la vulnérabilité aux inondations et



aux sécheresses diminuera, et la population vivant dans ces zones sera en mesure d'améliorer ses moyens de subsistance.

68. Les vivres-contre-travail du PAM permettront également à la population rurale de rester sur ses terres pendant la morte saison, grâce aux activités de conservation du sol et de l'environnement qui occuperont la main-d'œuvre non qualifiée. Les vivres sont jugés plus intéressants qu'un salaire extra-agricole en espèces, en particulier par les femmes, qui estiment qu'ils contribuent davantage à la sécurité alimentaire de la famille.

Stratégie d'exécution

69. Le Ministère de l'agriculture et des forêts mettra l'activité en œuvre par le biais de l'unité de coordination aux niveaux central et local. Cette unité coordonnera les services techniques du ministère tels que l'Institut nicaraguayen de technologie agricole (INTA) et les autres services chargés conjointement de l'exécution, ainsi que les ONG et les organisations internationales travaillant dans les zones desservies par les projets. Elle sera chargée de promouvoir, organiser, planifier et suivre la participation des autres parties prenantes.
70. L'unité veillera à ce que 50 pour cent des ressources disponibles soient affectées aux femmes. Une formation sera assurée dans les domaines de l'analyse des avantages et de la problématique hommes-femmes, des droits des femmes, des rôles dirigeants et de la gestion des communautés.
71. Les activités de production entreprises moyennant des vivres-contre-travail, au titre de l'IPSR Aide pour le redressement et la reconstruction aux familles d'Amérique centrale touchées par le cyclone Mitch, seront poursuivies dans le cadre de la présente activité du programme de pays lorsque l'IPSR aura pris fin, vers le milieu de 2001. La plupart de ces activités contribuent à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires ou à réduire leur vulnérabilité et leur insécurité alimentaire.

Participants et avantages escomptés

72. Cette activité profitera à 16 000 familles rurales (80 000 personnes), principalement celles qui possèdent des terres, celles qui sont dirigées par des femmes, et celles qui pratiquent une agriculture de subsistance sur une petite parcelle (souvent moins de cinq hectares). Les bénéficiaires indirects comprendront les autres familles de la communauté, qui tireront profit de l'amélioration de l'environnement, de la conservation et de la protection des terres et des ressources en eau, et des nouvelles possibilités d'emploi et d'investissement.
73. On s'attaquera aux inégalités entre les sexes en ce qui concerne les postes de responsabilité et les avantages à long terme, moyennant une formation et des activités visant à défendre l'égalité des droits en matière de régime foncier et de propriété des logements, qui devront être au nom de la famille ou des femmes bénéficiaires de l'IPSR. En outre, les autres besoins spécifiques des femmes tels que l'amélioration de leur accès aux moyens de production, le droit de participer aux décisions concernant les interventions locales et l'égalité des chances dans le travail, seront également pris en considération.
74. Les ménages pauvres des zones ciblées, en situation d'insécurité alimentaire, seront sélectionnés conformément aux profils des ménages établis grâce aux enquêtes ACV sur le terrain.



Appui, coordination des activités et suivi et évaluation

Rôle de l'ACV

75. Le processus de ciblage de l'ACV a pour principaux objectifs de repérer les zones et les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire et de définir les caractéristiques des problèmes d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité rencontrés dans chacune de ces zones, afin de déterminer si l'aide alimentaire du PAM peut aider à les résoudre et, si cela est le cas, comment l'utiliser au mieux.
76. Le concept de vulnérabilité se rapporte à la sécurité alimentaire et, dans le SICIIV, il est défini comme suit: *présence de facteurs qui font courir aux gens le risque d'insécurité alimentaire ou de malnutrition, y compris les facteurs influant sur leur capacité de faire face à la situation*. La vulnérabilité est donc le résultat de l'exposition à des facteurs de risque et/ou de processus socio-économiques sous-jacents réduisant la capacité des populations de faire face à ces risques.
77. Au Nicaragua, le processus de ciblage de l'ACV a été accéléré de manière à suivre de plus près le calendrier du bureau de pays pour la préparation du SSP et du programme de pays. Ainsi, depuis le démarrage du processus en août 2000, on a disposé d'un peu plus d'un mois pour communiquer le niveau initial de ciblage à l'équipe du bureau de pays préparant le SSP. A partir de ce moment-là, 10 semaines ont été imparties pour élargir et approfondir les analyses de ciblage afin de fournir les informations nécessaires pour le descriptif du programme de pays.
78. Dans ces délais, l'Unité ACV du Nicaragua a mené à terme trois phases des activités du cadre analytique type: analyse des données secondaires, atelier national sur le zonage et la typologie de l'insécurité alimentaire, et élaboration d'un document sur les questions de sécurité alimentaire.
79. La prochaine phase des activités d'ACV est une enquête de terrain qui permettra d'établir les caractéristiques de la population la plus vulnérable et de ses stratégies de survie. Il est prévu d'effectuer cette enquête en mars/avril 2001; cependant, le moment sera choisi en coordination avec l'Institut national des statistiques et du recensement, qui doit procéder à un recensement agricole en mars 2001.
80. Une *harmonisation* des différentes descriptions de l'insécurité alimentaire tirées des diverses sources susmentionnées—connaissances spécialisées, données quantitatives et appréciations solidement étayées—est en cours actuellement afin que la typologie des personnes les plus vulnérables du pays soit définie et améliorée.
81. La *désignation d'un organisme de contrepartie* aura un degré de priorité élevé en 2001 et les activités de SICIIV seront intensifiées, ainsi que la collaboration avec le comité technique national de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
82. Pour la mise à jour des cartes de la vulnérabilité, on désignera un responsable de l'ACV auprès du Ministère de l'agriculture et des forêts, et on renforcera la capacité du ministère de recueillir des données et de les échanger périodiquement avec l'Unité ACV du Nicaragua.

Problématique hommes-femmes

83. Le PAM s'est employé à aider les femmes à bénéficier des avantages dans une plus large mesure et à en avoir la maîtrise. Cependant, une approche soucieuse d'équité entre les sexes n'a pas toujours été intégrée aux divers dispositifs. Les questions relatives à la prise de décisions, à la gestion et au contrôle des moyens de production par les femmes n'ont pas été suffisamment abordées.



84. Les projets axés sur la production ont mis l'accent sur les agriculteurs plutôt que sur les cellules familiales. Insistant sur le rôle des femmes, les initiatives actuelles sont orientées vers la cellule familiale. De nombreux projets ont sensiblement amélioré la vie des femmes qui ont pu gérer les vivres au niveau du ménage, cuisiner dans les centres communautaires, et participer aux activités de formation. Ce résultat a été principalement obtenu grâce aux efforts déployés par les unités associées chargées de la gestion de l'exécution. Ces unités ont également engagé davantage de femmes parmi leur personnel. L'un des directeurs des trois unités nationales est une femme.
85. Etant donné que les données des projets précédents n'ont pas été systématiquement ventilées par sexe, il n'existe pas de relevés concernant spécifiquement le nombre de femmes bénéficiaires ni le montant des ressources qui leur ont été affectées dans le passé. Néanmoins, dans le cadre des Engagements du PAM en faveur des femmes, trois projets ont maintenant des bases de données ventilées par sexe. Des données différenciées seront recueillies pour toutes les composantes du présent programme de pays, ce qui facilitera l'examen des systèmes de suivi et d'évaluation, ainsi que des moyens utilisés pour la collecte de l'information, le but étant de recueillir des informations aussi bien qualitatives que quantitatives, notamment les éléments utiles à l'analyse des disparités entre les sexes.
86. Par ailleurs, on a effectué dans le cadre de l'ACV une enquête portant sur la manière dont l'inégalité entre les sexes influe sur l'accès aux services et aux biens, ce qui a permis de ventiler les informations disponibles dans le pays par sexe et par zone géographique (urbaine-rurale) et de détecter les lacunes existantes. On en déduira des directives pour l'adoption d'une approche différenciée selon le sexe dans les initiatives futures des institutions produisant des informations. Etant donné que l'écart entre hommes et femmes est évalué à plus de 25 pour cent au Nicaragua, 60 pour cent des ressources du programme de pays seront destinées aux femmes et aux filles.

PRINCIPAUX PROBLEMES, HYPOTHESES ET RISQUES

87. La stratégie et la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle, présentées en octobre 2000, représentent pour le gouvernement un engagement important dans la lutte contre la faim et la pauvreté au Nicaragua et offrent au PAM un cadre plus valable que celui dont il disposait auparavant pour établir les priorités concernant l'aide alimentaire.
88. Il n'en reste pas moins que l'économie du Nicaragua demeure très précaire, les fonds disponibles pour les investissements en faveur de projets sociaux étant insuffisants. La situation s'améliorerait si le Nicaragua était notamment associé à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Cependant, dans le cas contraire, les projets du PAM pourraient être confrontés à une réduction de l'appui du gouvernement.
89. Au Nicaragua, le faible pouvoir d'achat des personnes vulnérables et leur manque d'accès à la terre sont de sérieux obstacles à la sécurité alimentaire. En raison de leur faible pouvoir d'achat, ils n'influent pas sur le marché national. En conséquence, une aide alimentaire bien ciblée n'aura pas d'effet préjudiciable sur ce marché et contribuera à combler le déficit vivrier des personnes vulnérables, ce qui sans aide serait impossible. L'aide alimentaire et les activités qui l'accompagnent (renforcement des capacités grâce à la formation) leur donneront la possibilité d'améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire.
90. Afin d'assurer la pérennité des activités une fois que l'aide alimentaire aura pris fin, le PAM continuera à renforcer la coordination de ses interventions avec les organisations pouvant apporter une assistance complémentaire à la sienne. La participation des ONG et



des organisations locales et communautaires aux activités a été et continuera à être fondamentale. Certaines organisations, pourtant capables d'organiser la population cible, se heurtent encore à des problèmes liés à l'exécution. Compte tenu du rôle plus important qu'elles joueront dans les activités d'exécution, le PAM doit insister sur l'appui aux initiatives visant à renforcer leur capacité d'administration et d'exécution.

GESTION DU PROGRAMME DE PAYS

Examen préalable

91. Il s'agit du premier programme de pays établi pour le Nicaragua et présenté au Conseil pour approbation. Il prend en compte les observations formulées par le Conseil sur le SSP de la première génération, dont il a été saisi en février 2001. Le schéma de stratégie de pays a été examiné dans le cadre d'une vaste consultation avec les organismes publics, les institutions des Nations Unies, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, et les ONG nationales et internationales, dont les communications et les points de vue ont été inclus dans le présent programme de pays.
92. Pour chaque activité fondamentale, le bureau de pays préparera, conjointement avec les missions multidisciplinaires d'évaluation préalable des Nations Unies, des résumés des activités présentant clairement les objectifs, les effets et les produits escomptés, ainsi que les indicateurs de résultat, les budgets, les sources de financement, les dispositifs de suivi et d'évaluation, les modalités d'établissement des rapports, et les plans de décaissement des vivres et des fonds.
93. Les activités en cours d'exécution au titre des deux projets de développement (alimentation scolaire et conservation du sol) et de l'IPSR 6089 seront terminées à la fin de 2001. Le résumé de l'activité fondamentale 1 a déjà été préparé et examiné par le Comité d'examen des programmes établi au siège. Il sera mis à jour afin d'inclure les recommandations formulées par la mission qui a évalué l'IPSR.
94. Les résumés des activités seront examinés par un comité local d'examen du programme, formé du personnel de soutien technique du bureau décentralisé, avant d'être approuvés par le directeur de pays.

Exécution du programme

Moyens du bureau de pays

95. Le bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été décentralisé et chaque secteur a été renforcé. Au niveau national, le PAM et le gouvernement ont ouvert des bureaux auxiliaires dans les zones où les activités sont exécutées. Les dépenses de personnel et d'administration des bureaux auxiliaires sont couvertes par les contributions de contrepartie du gouvernement. Le PAM prend à sa charge le Volontaire des Nations Unies et certaines dépenses administratives. La décentralisation de l'exécution de l'IPSR a eu des effets bénéfiques. Elle a rapproché le bureau régional du terrain, ce qui lui a permis de réagir sans délai face à l'évolution rapide des activités de reconstruction et de secours, pour ce qui est notamment des ressources en vivres et en personnel.



Coordination et partenariats

96. Une importante fonction du bureau de pays sera de transférer les méthodologies d'ACV au service public, renforçant ainsi les capacités des homologues dans les domaines de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'atténuation des effets des catastrophes.
97. Le PAM entretient de solides relations avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux et avec les ONG, ce qui a permis d'étendre l'assistance aux éléments les plus pauvres de la population, en la complétant par d'autres types d'interventions qui, sans cela, n'auraient été possibles. Le renforcement de ces liens contribuera à assurer la pérennité de l'assistance à ces groupes au titre d'autres programmes. La collaboration avec les ONG sera développée, en particulier pour ce qui concerne l'exécution conjointe des projets.
98. L'élaboration du bilan commun de pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui contribuera à renforcer la coordination entre les institutions des Nations Unies, est un moyen efficace de mettre l'accent sur les questions prioritaires. Ce sont les problèmes tels que la nutrition des femmes et des enfants, l'éducation, la production agricole, l'environnement, ainsi que la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs effets, qui bénéficieront des effets de synergie les plus importants; ces questions coïncident avec les priorités établies par le gouvernement dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté. On espère renforcer la coopération, en particulier avec l'OPS, la FAO, le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP dans les domaines suivants: environnement, prévention des catastrophes et atténuation de leurs effets, préparation d'un dispositif d'intervention, production agricole, santé de la reproduction, nutrition, eau et assainissement.
99. Le PAM est associé à des projets financés par la BID (PAININ, avec MIFAMILIA, et le Programme social de mise en valeur des forêts et de l'environnement (POSAF), avec le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles) et la Banque mondiale (APRENDE, avec le Ministère de l'éducation, de la culture et des sports). La poursuite de ces projets après 2002 est déjà assurée ou en cours de négociation. Des liens très intéressants existent également avec des projets financés par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Union européenne (*Trópico Seco* avec l'Institut de développement rural (IDR)).
100. Le PAM a établi des relations de travail avec plus de 50 ONG nationales et internationales. Ces partenariats peuvent prendre la forme d'accords de collaboration directe ou de projets de coopération sous-traitant avec des ONG locales. Parmi les ONG internationales importantes figurent les Services de secours catholique (CRS), Société coopérative pour l'aide au monde entier (CARE), *Save The Children*, *Auxilio Mundial* et Association adventiste de secours et de développement (ADRA). Les mémorandums d'accord signés avec les ONG tiennent compte des Engagements du PAM en faveur des femmes.

Dispositifs logistiques

101. Les produits alimentaires seront importés pour être distribués directement aux bénéficiaires et, dans une moindre mesure, pour faire l'objet d'échanges. Cependant, l'achat (dans le pays ou la région) de denrées alimentaires de base locales et d'aliments composés produits localement sera préconisé, car il aide les petits producteurs, réduit les dépenses logistiques et permet d'éviter les problèmes d'acceptabilité des aliments qui ne font pas habituellement partie du mode de consommation de la population. Si l'on ne dispose pas des espèces nécessaires pour ces achats, des échanges de produits, calculés à la tonne, seront envisagés.



102. Le PAM continuera à prendre à sa charge 50 pour cent des frais de TTEM. Pour le suivi des produits et les rapports du point d'entrée jusqu'aux points de livraison avancés et jusqu'aux bénéficiaires, on aura toujours recours au Système d'analyse et de suivi du mouvement des produits (COMPAS).

Suivi et évaluation du programme

103. Conformément au document WFP/EB.A/2000/4-C, approuvé par le Conseil d'administration (décision 2000/EB.A/5), pour suivre et évaluer ses activités, le bureau de pays adoptera et appliquera des principes et des méthodes de gestion fondés sur les résultats. L'accent étant mis sur la performance et sur l'évaluation des résultats, des indicateurs d'effet et de produit seront définis et des objectifs réalistes fixés. Le suivi et l'évaluation comprendra une évaluation établissant dans quelle mesure les objectifs spécifiques des activités du programme de pays sont atteints. Des études de référence seront effectuées pour chaque activité pendant la phase initiale du programme et une évaluation du programme de pays pourrait être réalisée en 2004 au moment de la formulation du prochain SSP.
104. Des liens étroits entre les processus d'ACV et de suivi et évaluation seront établis. En dernier ressort, on mesure l'efficacité de l'aide alimentaire en fonction de la réduction de la malnutrition, de l'accroissement des taux de scolarisation ou de l'élimination de l'insécurité alimentaire des ménages. En conséquence, il est à prévoir que les indicateurs utilisés dans le processus de ciblage des bénéficiaires et ceux utilisés pour les enquêtes de référence, à mi-parcours et finales seront étroitement liés. L'une des phases du ciblage sera donc l'enquête de référence. Les unités du bureau de pays chargées de l'ACV et du programme collaboreront étroitement à la réalisation, à mi-parcours et à la fin des projets, d'enquêtes participatives sur la sécurité alimentaire des ménages qui, en tant que prolongement des enquêtes de ciblage/référence, permettront d'évaluer les effets et l'impact des activités, fourniront les informations nécessaires pour affiner et rectifier les projets, et faciliteront le transfert des connaissances aux institutions publiques.
105. Les rapports du programme de pays seront préparés chaque année.

ACTIVITES COMPLEMENTAIRES

106. Outre les activités fondamentales, le présent programme de pays prévoit l'exécution de deux activités complémentaires (Initiative en faveur de l'alimentation scolaire—Ecoliers supplémentaires et appui aux enfants des rues) qui élargiraient le champ couvert par le programme fondamental.

Activité complémentaire 1: Ecoliers supplémentaires

107. Au total, 230 000 ecoliers supplémentaires des zones ciblées seront inclus dans l'activité d'alimentation scolaire afin d'accroître son impact. L'objectif est d'inciter les enfants à aller à l'école dans certaines zones où les taux de scolarisation sont les plus bas et où les repas distribués ont le plus de chances de faire la différence. Les enfants d'âge préscolaire recevront un déjeuner cuisiné dans leurs centres et les élèves des écoles primaires une collation de céréales enrichies et de biscuits.
108. L'orientation stratégique, et l'analyse des problèmes, les objectifs ainsi que les effets et les produits escomptés sont décrits aux paragraphes 43 à 51.



Activité complémentaire 2: Appui aux enfants des rues

Orientation stratégique

109. L'orientation stratégique de cette activité est de permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et la formation (priorité 2 de la politique visant à favoriser le développement).

Analyse des problèmes

110. Le nombre des enfants qui vivent dans les rues des grandes villes du Nicaragua augmente pour deux principales raisons: i) le long conflit intérieur, armé, qui a contraint les familles et les enfants à abandonner leur lieu d'origine; et ii) la forte insécurité alimentaire sévissant dans les zones rurales, qui entraîne une intensification de l'émigration vers les grandes villes. Les familles sont souvent au chômage et vivent à la périphérie des villes dans des bidonvilles. Le plus souvent, les parents laissent leurs enfants errer dans les rues en quête d'argent au lieu de les envoyer à l'école. La plupart sont analphabètes. Des groupes d'enfants vivent dans les rues; d'autres sont avec leur famille mais, en raison de sa pauvreté, ils traînent aussi dans les rues à la recherche de nourriture et d'expédients. D'autres encore vivent dans des institutions.

Objectifs, résultats escomptés et produits

111. Le but est de venir à bout de l'analphabétisme, en particulier parmi les filles. L'aide alimentaire incitera les enfants à fréquenter les centres accueillant les enfants des rues, où ils apprendront à lire et à écrire et recevront un type de formation qui les préparera à une activité rémunératrice. Sinon, ils pourront intégrer le système scolaire classique.
112. Les vivres seront fournis à ces groupes d'enfants par l'intermédiaire des ONG, des institutions publiques ou des organisations communautaires, en tant qu'incitation à participer aux programmes d'éducation, de santé et de nutrition.

Participants et avantages escomptés

113. Environ 5 000 enfants recevront une assistance pendant toute l'année. Les bénéficiaires seront choisis grâce à une étude qui sera réalisée prochainement et contribuera à l'élaboration de la stratégie à suivre.

RECOMMANDATION

114. Pour le programme de pays envisagé pour le Nicaragua, qui couvrira la période 2002-2006, le Directeur exécutif demande au Conseil d'administration d'approuver, dans la limite des ressources disponibles, l'allocation de 12,4 millions de dollars pour couvrir les coûts opérationnels directs des activités fondamentales et de 8,2 millions de dollars pour financer les activités complémentaires.



ANNEXE I

RESUME DU SCHEMA DE STRATEGIE DE PAYS

Le Nicaragua est un pays à faible revenu et à déficit vivrier où l'apport énergétique journalier moyen représente approximativement 80 pour cent du minimum recommandé par l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS). L'indicateur de développement humain est de 0,643, ce qui classe le Nicaragua au 116ème rang sur les 174 pays pris en compte dans le rapport du PNUD de 2000 sur le développement humain. L'indicateur sexospécifique du développement humain pour la même période est de 0,632.

Il s'agit du premier schéma de stratégie (SSP) présenté au Conseil pour ce pays. Les destructions laissées derrière lui par le cyclone Mitch en mai 1998, qui ont suivi une période prolongée de sécheresse due à El Niño, nécessitent une stratégie de redressement et de reconstruction des régions les plus touchées dans le cadre d'une action concertée.

Le taux de croissance démographique du pays est de 2,72 pour cent l'an, soit l'un des plus élevés de la région (voir annexe I, tableau 1), ce qui ne fait qu'aggraver les problèmes d'éducation: 29,8 pour cent des hommes et 28,5 pour cent des femmes de plus de 15 ans sont analphabètes (dans les zones rurales, ces taux s'élèvent à 46,6 et 45,9 pour cent, respectivement) (tableau 2B). Le niveau d'instruction moyen national est bas: cinq ans de scolarité, et moins encore dans les zones rurales (tableau 2A).

Un enfant de moins de cinq ans sur quatre souffre de malnutrition chronique (tableau 3); les taux de mortalité infantile sont parmi les plus élevés de la région: 40 pour 1 000 naissances vivantes dans les zones urbaines et 51,1 dans les zones rurales en 1998 (tableau 4). Les taux de mortalité maternelle sont aussi élevés; selon une étude menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF, la mortalité maternelle serait de 125 pour 100 000 naissances en 1999 (tableau 5). La même étude mentionne toutefois que le taux pourrait atteindre maintenant 200 pour 100 000 naissances. Cette situation est due essentiellement à un accès insuffisant à l'alimentation, à de mauvaises habitudes de consommation et à un accès limité aux services de base, notamment à l'eau et à l'assainissement (tableau 6).

Le produit national brut (PNB) était de 2,394 milliards de dollars E.-U. en 1999, soit un revenu par habitant de 485 dollars, ce qui situe le Nicaragua à l'avant-dernier rang en Amérique latine. Ces données nationales cachent une distribution très asymétriques des revenus: 50 pour cent de la population ne gagne que 14,5 pour cent du PNB, le centile le plus riche en gagne 45 pour cent. En 1999, le salaire minimum dans le secteur agricole ne couvrait que 32 pour cent du coût de l'assortiment alimentaire de base.

Compte tenu des stratégies adoptées par le gouvernement pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté, des objectifs de la politique visant à favoriser le développement et de l'analyse de la vulnérabilité en ce qui concerne l'insécurité alimentaire, les activités du PAM au Nicaragua seront concentrées dans les régions situées au nord et au centre-sud du pays (annexe II, carte 1), identifiées comme étant les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Dans ces zones, les femmes rurales et les enfants ainsi que les paysans sans terre sont les plus vulnérables et les plus défavorisés pour accéder aux ressources. Afin d'aider ces personnes à vaincre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, des investissements considérables seront nécessaires afin de:



- permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes;
- permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation;
- atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature;
- permettre aux ménages qui sont tributaire de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Le programme de pays qui doit être présenté en mai 2001, prendra en compte les observations du Conseil. L'intensification des activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) permettra de cibler de manière plus précise les ménages pauvres. L'expansion et le transfert de ce mécanisme au gouvernement sera une activité importante de ces cinq prochaines années.

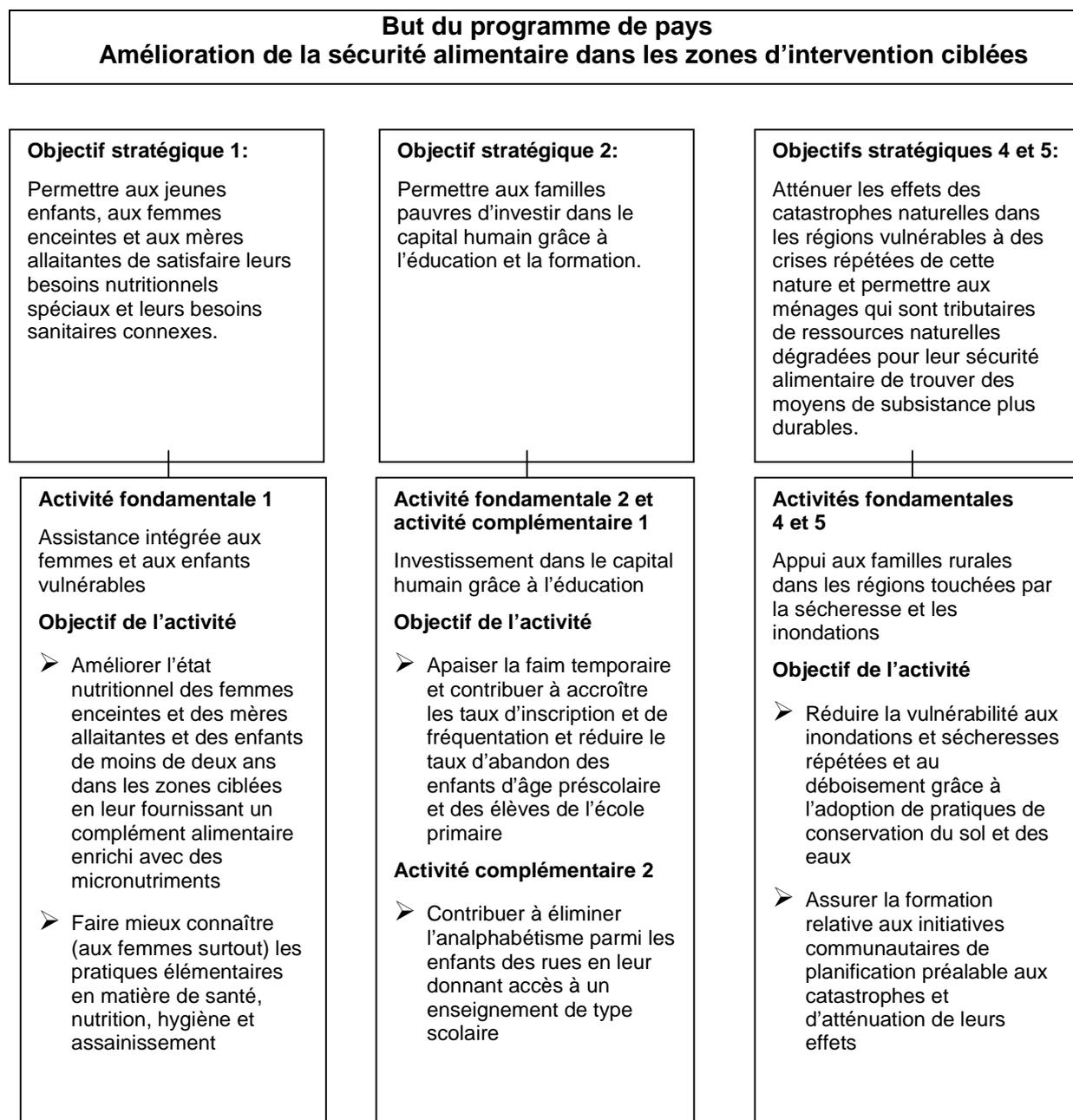
Le PAM participe activement au processus de bilan commun de pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Toutes les institutions des Nations Unies sont convenues d'un cycle harmonisé (2002-2006).

Les défis fondamentaux que le gouvernement et le PAM auront à relever ces cinq prochaines années seront d'assurer la mise en œuvre et la continuation des modalités prévues dans cette stratégie, ainsi que dans la stratégie de lutte contre la pauvreté et la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle du gouvernement.



ANNEXE II

CADRE LOGIQUE



| |
|----------------------|
| CADRE LOGIQUE |
|----------------------|

| But du programme de pays | Indicateurs clés | Moyens de vérification |
|---|--|--|
| Amélioration de la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention ciblées grâce à l'ACV | A définir une fois recueillies les données de référence de l'ACV; ils seront conformes aux indicateurs du document national d'orientation sur la lutte contre la pauvreté | Organismes d'exécution du gouvernement et rapports du bureau de pays |
| Produits: | | |
| <u>Activité 1:</u> Améliorer l'état nutritionnel des femmes enceintes et des mères allaitantes et des enfants de moins de deux ans dans les zones ciblées, en leur fournissant un complément alimentaire enrichi avec des micronutriments et en leur assurant une formation en santé, nutrition et assainissement | Indices améliorés du rapport poids/taille des enfants participants Pourcentage d'atténuation des problèmes de santé et de nutrition des femmes enceintes et allaitantes Nombre de femmes et d'adolescentes recevant une formation en nutrition, hygiène, santé de la reproduction, assainissement, allaitement et préparation des aliments Nombre de rations distribuées par produit | Données fournies par les organismes d'exécution |
| <u>Activité 2 et activités complémentaires 1 et 2:</u> Apaiser la faim temporaire, accroître les taux d'inscription et de fréquentation, réduire le taux d'abandon des enfants d'âge préscolaire et des élèves de l'école primaire, et développer leur capacité d'apprentissage, grâce à la fourniture de compléments alimentaires enrichis avec des micronutriments | Pourcentage d'accroissement des taux de scolarisation des enfants participants Nombre d'enfants/an (préscolaire et primaire) recevant une assistance 165 jours/an Pourcentage d'amélioration des fonctions cognitives des enfants participants Pourcentage de diminution du nombre d'enfants redoublant la même classe Nombre de rations distribuées par produit Nombre d'écoles recevant des ustensiles de cuisine (articles non alimentaires) Pourcentage de personnes formées chargées de la préparation et de la manipulation des aliments | Rapports fournis par les organismes d'exécution |
| <u>Activité fondamentale 3:</u> Permettre aux ménages pauvres des régions sujettes aux catastrophes d'investir dans des activités de développement visant à réduire la vulnérabilité aux sécheresses et inondations répétées et au déboisement en a) plantant des arbres et adoptant des pratiques de conservation du sol et des eaux sur leurs exploitations, b) investissant dans la formation relative aux initiatives communautaires de planification préalable aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets; et c) améliorant la capacité d'intervention en cas de calamité aux niveaux national et local, grâce à une plus grande participation des communautés et des autres parties prenantes concernées | Nombre d'hommes/femmes participant à des activités d'amélioration des terres marginales et temps passé Nombre de ménages ayant accès à l'eau, aux routes remises en état et à l'assainissement de base Superficie des terres sur lesquelles des activités de conservation du sol sont exécutées. Superficie des terres irriguées et nombre de canaux d'irrigation Nombre de femmes des communautés ayant la maîtrise des actifs créés par le projet Nombre de femmes ayant reçu une formation en gestion des ressources naturelles | Rapports des projets et des organismes d'exécution |





ANNEXE IV

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR LE PROGRAMME DE PAYS DU NICARAGUA
(2002–2006)
Activités fondamentales**

| | Activité I Groupes vulnérables | Activité II Capital humain | Activité III Atténuation des effets des catastrophes naturelles | Total |
|--|--------------------------------------|-------------------------------|---|-------------------|
| Produits alimentaires (tonnes) | 1 970 | 6 080 | 21 400 | 29 450 |
| Produits alimentaires (valeur) | 780 500 | 2 099 500 | 4 536 000 | 7 416 000 |
| Transport extérieur (115 dollars la tonne) | 251 175 | 775 200 | 2 728 500 | 3 754 875 |
| TTEM (30 dollars la tonne) | 59 100 | 182 400 | 642 000 | 883 500 |
| Autres COD (3 pour cent) | 32 723 | 91 713 | 237 195 | 361 631 |
| Total, coûts opérationnels directs | 1 123 498 | 3 148 813 | 8 143 695 | 12 416 006 |
| Total CAD ¹ (6 pour cent) | 67 410 | 188 929 | 488 622 | 744 960 |
| CAI ² (7,8 pour cent) | 92 891 | 260 344 | 673 321 | 1 026 556 |
| Total, coûts pour le PAM | 1 283 799 | 3 598 086 | 9 305 638 | 14 187 523 |
| Contribution du gouvernement | 831 900 | 390 250 | 1 634 200 | 2 856 350 |

¹ Le montant des coûts d'appui directs (CAD) est un chiffre purement indicatif présenté au Conseil pour information. L'allocation annuelle des CAD à un programme donné est passée en revue et fixée chaque année après évaluation des montants nécessaires au titre des CAD et des ressources disponibles.

² Le taux appliqué aux coûts d'appui indirects (CAI) peut être modifié par le Conseil au cours de la période couverte par le programme de pays.



**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR LE PROGRAMME DE PAYS DU
NICARAGUA (2002-2006)
Activités complémentaires**

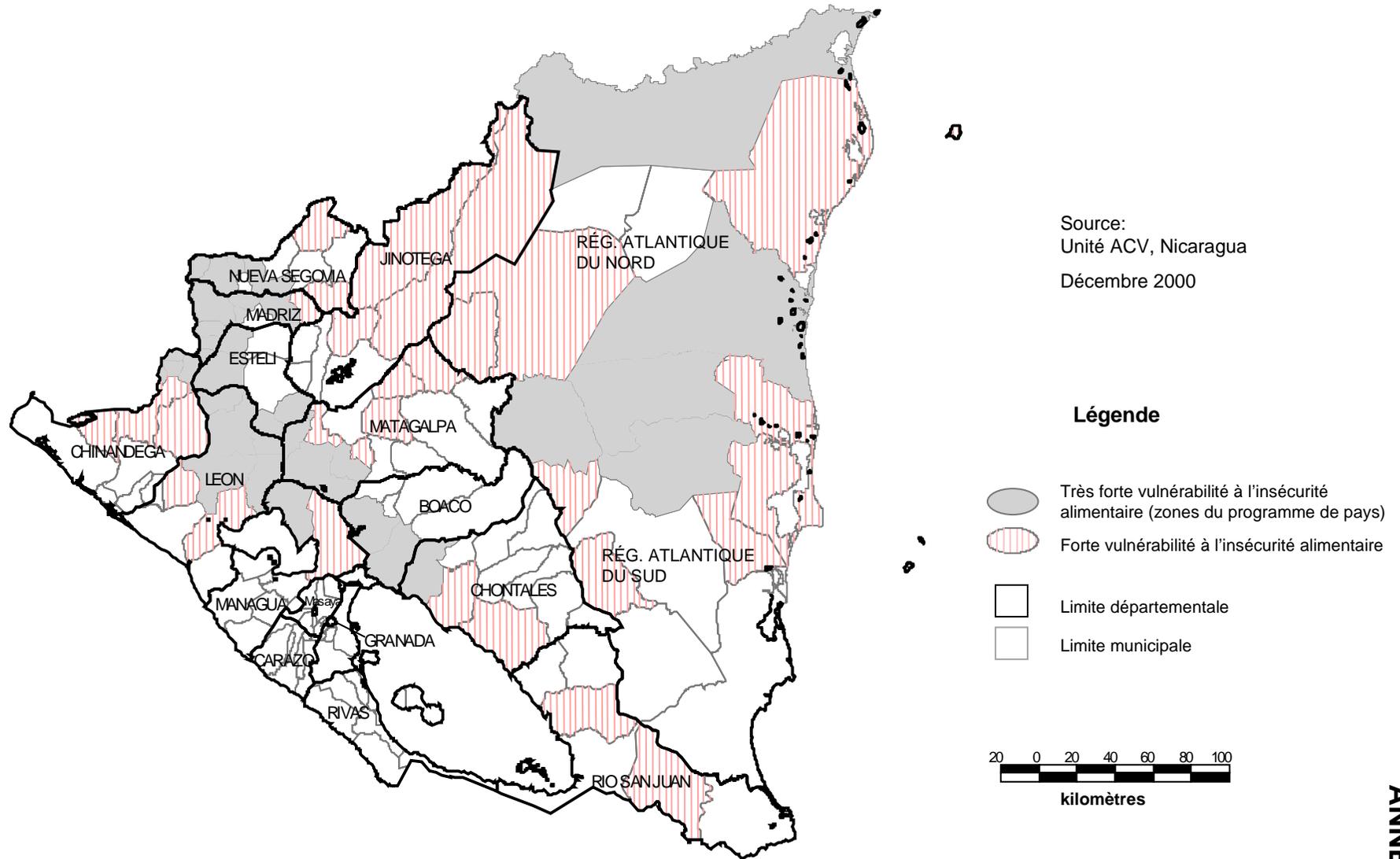
| | Activité I Ecoliers supplémentaires | Activité II Appui aux enfants des rues | Total |
|--|--|--|------------------|
| Produits alimentaires (tonnes) | 15 640 | 640 | 16 280 |
| Produits alimentaires (valeur) | 5 216 400 | 182 800 | 5 399 200 |
| Transport extérieur (115 dollars la tonne) | 1 994 100 | 81 600 | 2 075 700 |
| TTEM (30 dollars la tonne) | 469 200 | 19 200 | 488 400 |
| Autres COD (3 pour cent) | 230 391 | 8 508 | 238 899 |
| Total, coûts opérationnels directs | 7 910 091 | 292 108 | 8 202 199 |
| Total CAD ¹ (6 pour cent) | 474 605 | 17 526 | 492 132 |
| CAI ² (7,8 pour cent) | 654 006 | 24 151 | 678 158 |
| Total, coûts pour le PAM | 9 038 703 | 333 786 | 9 372 489 |
| Contribution du gouvernement | 1 997 350 | 99 000 | 2 096 350 |

¹ Le montant des coûts d'appui directs (CAD) est un chiffre purement indicatif présenté au Conseil pour information. L'allocation annuelle des CAD à un programme donné est passée en revue et fixée chaque année après évaluation des montants nécessaires au titre des CAD et des ressources disponibles.

² Le taux appliqué aux coûts d'appui indirects (CAI) peut être modifié par le Conseil au cours de la période couverte par le programme de pays.



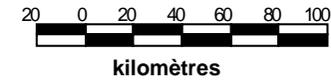
Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire au Nicaragua



Source:
Unité ACV, Nicaragua
Décembre 2000

Légende

-  Très forte vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (zones du programme de pays)
-  Forte vulnérabilité à l'insécurité alimentaire
-  Limite départementale
-  Limite municipale



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

| | |
|-----------|--|
| ACV | Analyse et cartographie de la vulnérabilité |
| ADRA | Association adventiste de secours et de développement |
| APRENDE | Programme d'éducation de base |
| BID | Banque interaméricaine de développement |
| CAD | Coûts d'appui directs |
| CAI | Coûts d'appui indirects |
| CARE | Société coopérative pour l'aide au monde entier |
| COD | Coûts opérationnels directs |
| COMPAS | Système d'analyse et de suivi du mouvement des produits |
| CRS | Services de secours catholique |
| FIDA | Fonds international de développement agricole |
| FNUAP | Fonds des Nations Unies pour la population |
| IDR | Institut de développement rural |
| INTA | Institut nicaraguayen de technologie agricole |
| IPSR | Intervention prolongée de secours et de redressement |
| MIFAMILIA | Ministère de la famille |
| OPS | Organisation panaméricaine de la santé |
| PAININ | Programme d'assistance intégrée aux enfants nicaraguayens |
| PNB | Produit national brut |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| POSAF | Programme social de mise en valeur des forêts et de l'environnement |
| RAAN | Région autonome de l'Atlantique Nord |
| RAAS | Région autonome de l'Atlantique Sud |
| SICIAV | Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité |
| SILAIS | <i>Sistemas Locales de Atención Integral en Salud</i> |
| SSP | Schéma de stratégie de pays |
| TTEM | Transport terrestre, entreposage et manutention |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |

